ASSEP : Un nouveau bureau pour redonner souffle à la presse privée malienne

MALI

1833

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 25 AOUT 2025

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Népotisme et autoritarisme

La mainmise controversée de la ministre Maidna sur le Fonds Routier



Fermeture annoncée de 12 écoles catholiques : Un risque majeur pour l'année scolaire 2025-2026



Marché financier de l'UMOA : Le Mali peine à mobiliser des fonds


Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU
TERRORISME
AU MALI

Sommaire «







Une / Népotisme et autoritarisme : La mainmise controversée de la ministre Maidna sur le Fonds Routier **P.4**

Brèves /
Valorisation du personnel et performance institutionnelle à la CMS : Un leadership à l'écoute des agents. **P.9**
Koulouba : La Médiatrice de la République remet ses rapports annuels au Président de la Transition **P.9**
AES, Congo et cacao ivoirien : L'appel panafricaniste pour une souveraineté réelle **P.10**
Enlèvement choquant à Tinaouker : Plusieurs personnalités locales prises en otage par le FLA **P.10**

Actualité /
ASSEP : Un nouveau bureau pour redonner souffle à la presse privée malienne **P.12**
Fermeture annoncée de 12 écoles catholiques : Un risque majeur pour l'année scolaire 2025-2026 **P.13**

Politique /
Ministère de la sécurité : Le ministre Daoud Aly Mohammedine reçoit Samba Alhamdou Baby **P.17**
Marché financier de l'UMOA : Le Mali peine à mobiliser des fonds **P.19**

Culture & société / Le troisième pont de Bamako : Le théâtre des actes désespérés **P.22**

International /
Algérie : Un appel au peuple relance la contestation, l'ombre d'une déstabilisation au Sahel plane **P.23**
Tension en Guinée à l'approche du référendum constitutionnel du 21 septembre : Trois grands partis suspendus **P.25**

Sport / AfroBasket 2025 : Des Aigles héroïques pour une performance historique **P.26**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Népotisme et autoritarisme
La mainmise controversée de la ministre Maidna sur le Fonds Routier

Le Fonds d'Entretien Routier du Mali, structure essentielle au financement et à la maintenance des infrastructures routières, est aujourd'hui au cœur de vives critiques. Plusieurs sources internes dénoncent une gestion entachée de favoritisme, de violations flagrantes des règles administratives et d'interventions politiques de la ministre de tutelle, Mme Maidna Sissoko.

Depuis 2017, tous les agents de péage sont alignés sur le même salaire de base, sans distinction d'ancienneté. En 2021, un avancement généralisé au même grade et au même échelon a été appliqué, effaçant toute différenciation liée à l'expérience et au mérite. Cette uniformisation a été perçue comme une décision injuste, démotivante et contraire aux principes élémentaires de gestion des ressources humaines.

Les chefs d'équipe par intérim sont désignés sans limitation de durée et souvent par affinité, selon les témoignages recueillis. Paradoxalement, ces intérimaires bénéficient d'avantages supérieurs à ceux des titulaires officiels. Là encore, compétence, performance et ancienneté sont écartées au profit d'un système de favoritisme.

Les agents considérés comme « moins performants » se voient infliger des suspensions avec retenues salariales allant de 8 à 11 jours, représentant parfois une perte supérieure à 50 000 F CFA. Et cela, même lorsque les objectifs financiers fixés aux postes de péage sont atteints, voire dépassés.

Par ailleurs, certains employés ont été envoyés à la retraite de manière rétroactive, sans notification préalable. Sept agents de péage ont ainsi été reclassés de force dans une catégorie administrative inférieure (Personnel d'Appui) afin de justifier leur départ à 58 ans. Cette pratique est dénoncée comme une entorse grave au Code du travail malien.

Le nouveau cadre organique et l'organigramme de l'institution ont été élaborés « en catimini », sans concertation avec le personnel ni recours à des experts indépendants. Inspirés de



documents d'autres structures publiques, ils auraient été taillés sur mesure pour conforter certains responsables déjà en place. Résultat : un reclassement arbitraire qui

L'un des points les plus sensibles reste le rôle du Contrôleur interne, devenu de facto un « Directeur bis ». Officiellement chargé de contrôler, celui-ci cumule des prérogatives normalement réservées à la Direction Générale : nominations, sanctions, mutations et évaluations. Une confusion des rôles entretenue par la Directrice générale, avec la bénédiction présumée de la ministre de tutelle.

Les pratiques controversées du Fonds d'Entretien Routier incluent également le refus d'exécuter des jugements favorables à des agents injustement mis à la retraite ou licenciés. Certains cas d'abandon de poste « imaginaire » ou d'altercations mineures ont servi de prétextes pour des renvois expéditifs. Malgré les décisions rendues par la justice et les mises en demeure de l'Inspection du Travail, la Direction reste sourde, appuyée en coulisses par Mme Maidna Sissoko, accusée d'utiliser son influence pour infléchir magistrats et inspecteurs.

À cela s'ajoute la stagnation des salaires depuis août 2023, avec reconduction automatique des fiches salariales sans prise en compte de l'ancienneté ni de la situation matrimoniale, avant un avancement « sélectif » autorisé en janvier 2025.

Ces multiples dérives traduisent, selon les observateurs, une gouvernance autoritaire, clanique et contraire à l'esprit de service public. Dans un contexte où le Mali fait face à d'immenses défis budgétaires et sécuritaires, ces dysfonctionnements internes fragilisent une structure stratégique, essentielle à l'entretien du réseau routier national.

De nombreuses sources internes pointent du doigt le rôle direct ou indirect de Mme Maidna Sissoko. Selon elles, l'actuelle ministre intervient régulièrement pour soutenir la Direction en place, obtenir des décisions favorables auprès des juges ou faire pression sur l'Inspection du Travail. Une situation qui nourrit le sentiment d'un système verrouillé, où le droit du travail et les règles de bonne gouvernance cèdent le pas aux logiques d'allégeance et de clanisme.

La suite dans notre parition du lundi 1er septembre 2025.

Moctar Sow

FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER
MALI

Alban M'lan



Avec une fortune estimée à 92 milliards FCFA, Koné Daouda Soukpafolo occupe aujourd'hui le rang de 8 fortune de Côte d'Ivoire. Né à Korhogo, au nord du pays, dans une fratrie de 14 enfants, il perd son père en 1993 et se retrouve, très jeune il reprend l'entreprise familiale et amorce sa diversification.
Au début des années 2000, il fonde l'Entreprise Koné Daouda Soukpafolo (E.K.D.S) Nouvelle, spécialisée dans le BTP et les travaux publics, qu'il dirige dès sa création. En parallèle, il se lance dans l'agriculture, lors de la campagne cotonnière 2005-2006, il met alors sur pied l'Organisation Professionnelle Agricole (OPA) Yebe Wognon, destinée à fédérer les producteurs de coton du Nord. Cette initiative lui ouvre les portes de la filière cotonnière ivoirienne. Dès 2006, il franchit un nouveau cap avec la création de la Compagnie Ivoirienne de Coton (COIC), afin de doter la région de ses propres capacités d'égrenage. Entre 2007 et 2008, la COIC reprend deux usines en faillite issues de l'ex-LCCI, puis deux autres quelques années plus tard.
En 2017, Soukpafolo frappe un grand coup en rachetant la Compagnie Ivoirienne pour le Développement du Textile (CIDT), ce qui lui permet de doubler la production nationale et de s'imposer comme le leader incontesté de la filière coton. Sous sa houlette, la COIC figure désormais parmi les dix plus grandes entreprises privées du pays.
Surnommé « le magnat du coton », Daouda a fait de cette filière stratégique le socle de son empire. Parti de presque rien, il a bâti son ascension avec une discrétion et une persévérance qui forcent le respect. Mais il ne s'est pas limité au coton : il a diversifié ses investissements dans le transport, le BTP, l'agroalimentaire et la finance.
En 2024, il réalise un coup d'éclat historique : le rachat de Versus Bank à l'État ivoirien pour 8,5 milliards FCFA. Une opération stratégique qui le propulse au-devant de la scène financière et confirme sa réputation d'homme d'affaires avisé.
Aujourd'hui, au-delà de son classement parmi les dix plus grandes fortunes du pays, Koné Daouda Soukpafolo est respecté pour son humilité, sa discrétion et son engagement communautaire. Ses investissements dépassent la simple logique de profit : ils participent à l'amélioration des conditions de vie dans sa région et inspirent une nouvelle génération d'entrepreneurs comme nous autres.
Je n'ai pas trouvé d'informations fiables sur son parcours académique, mais de Korhogo à Abidjan, son nom est désormais synonyme de persévérance et de réussite.



Franklin Nyamsi



URGENT Ainsi désormais la plainte introduite le 15 août 2022 par le Mali contre la France au Conseil de Sécurité de l'ONU est désormais soutenue par la plainte d'une puissance du Conseil Permanent . Nouvelle dimension !

Les Auditeurs de la Chaîne2 de L'ORTM

Salam à toutes et à tous, chers auditeurs de la Chaîne 2,
Ce lundi 18 août 2025, démarrez la semaine avec énergie en écoutant #Bamako_Matin, votre émission matinale sur la 95.2 FM.
De 6h à 7h, puis de 8h à 9h, Cheick Fanta Mady Ndiaye et Aissata Sylla, dite Maïcha, vous accompagnent avec un programme riche en informations, chroniques utiles et échanges constructifs.
En deuxième partie, des invités viendront apporter leurs éclairages autour d'un thème d'intérêt général. À la réalisation technique, Mamadou Diakité veille à la qualité sonore de votre matinée.
Restez à l'écoute de la Chaîne 2, votre radio de proximité, connectée à vos réalités.



infosport

Le Mali en finale de l'Afrobasket hommes 2025 après sa victoire sur le Sénégal 87 à 80

Solo Diarra

Choguel a pointé son doigt vers les vrais problèmes du Mali,
mais ses détracteurs continuent de fixer le doigt de choguel

Mamadou Sanogo

#Infos : le Gouvernement du Mali adresse sa profonde compassion et ses sincères condoléances au Peuple frère de la République de #Guinée, suite au drame causé par un glissement de terrain dans la Commune de Manéah, ayant entrainé de nombreuses pertes en vies humaines, des blessés et des portés disparus.



MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

COMMUNIQUE N°078 DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION

C'est avec une profonde tristesse que le Gouvernement de la Transition de la République du Mali a appris le drame causé par un glissement de terrain dans la Commune de Manéah, en République de Guinée, suite à la pluie diluvienne dans la nuit du 21 août 2025 qui a entrainé de nombreuses pertes en vies humaines, des blessés et des portés disparus.

En cette douloureuse circonstance, le Gouvernement de la Transition, au nom de Son Excellence Le Général d'Armée Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat et au nom de l'ensemble du Peuple malien, adresse sa profonde compassion et ses sincères condoléances à Son Excellence le Général d'Armée Mamadi DOUMBOUYA, Président de la République, au Gouvernement et au Peuple frère de la Guinée profondément meurtri.

Le Gouvernement de la Transition prie pour le repos éternel des âmes des disparus et formule des vœux de prompt rétablissement aux blessés.

Le Gouvernement de la Transition salue les efforts des Autorités Guinéennes visant à apporter assistance et secours aux sinistrés, et implore la miséricorde divine pour la protection de nos pays et de nos populations.

Bamako, le 23 août 2025

Le Ministre de l'Administration territoriale
et de la Décentralisation,
Porte-parole du Gouvernement

Général de Division Abdoulaye MAIGA
Commandeur de l'Ordre national

https://matd.gouv.ml/communiques

#Urgent Dioila ,cei 23 août 2025.
Une cenaine de familles sinistrées et de dégâts matériels importants.
Pas de perte en Vie humaine.
Les sinistrés dormiront dans les salles de classes, consigne des autorités locales sur place.
Correspondance : Daniel fomba correspondant de presse.



Diakaridia Camarainfosport

Le Mali en finale de l'Afrobasket hommes 2025 après sa victoire sur le Sénégal 87 à 80

Présidence de la République du Sénégal

Le Gouvernement du Sénégal et la JICA (Agence japonaise de coopération internationale) ont signé,
ce jeudi 21 août 2025, un mémorandum de coopération visant à renforcer le développement des ressources humaines.
Ce partenariat ambitieux prévoit la construction d'une annexe du Centre de Formation Professionnelle et Technique Sénégal–Japon à Diamniadio. De grandes entreprises japonaises, telles que Toyota Tsusho, Daikin, Yamaha, Toda et NEC, accompagneront ce projet en contribuant activement à la formation et au transfert de compétences au profit de la jeunesse sénégalaise.
Il s'agit d'un pas décisif pour améliorer l'employabilité et soutenir la compétitivité de notre économie nationale.



RENOUVEAU FM / TV

L'armée Malienne désormais dans le top 10 des meilleurs outils de défense dans le Monde. Félicitations au Président de la Transition et à L'ensemble des patriotes.

Kadhafi Diakité officiel



Cette histoire de bras de fer va transformer tous nos enfants en gros bras ici. Jamais de championnat pour la culture generale. Est-ce que maxi vacances existe-t-il ?



Le Soft

HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'ENQUETES

N°358 du 22 au 28 août 2025

ETRE : LE PLUS FORT TIRAGE ! LA PLUS FORTE VENTE ! LA PLUS FORTE AUDIENCE ! DE TOUS LES TEMPS

CIBOGUEL MAÏGA TRANSFÉRÉ À LA PRISON DE KOULIKORO

Dans les coulisses d'un transfert et d'un début de la procédure...

JUSTICE

Que veut réellement signifier le communiqué du Procureur Général près la Cour suprême ?

LICENCIEMENTS À L'IER SOUDA

Des cris d'abus

5 ANS APRÈS,

M5-RFP ou le rendez-vous manqué

LES COULISSES DE L'AFFAIRE YANN VEZILIER

Entre Bamako et Paris, une crise sous haute tension

FANTA BATHILY : Ma Sœur-Amie

Casimir Sangala



Pays Bas : suite au refus du gouvernement d'Amsterdam d'imposer des sanctions plus sévères contre le régime israélien, 9 ministres démissionnent.

Primature du Mali

CÉRÉMONIE DE CLÔTURE CE 23 AOÛT 2025 PAR LE PREMIER MINISTRE DE LA 12ème CONFÉRENCE DES MINISTRES DE L'OBSERVATOIRE DES FONCTIONS PUBLIQUES AFRICAINES.

Le Premier ministre, ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Général de Division Abdoulaye MAIGA a présidé ce samedi 23 août 2025 au nom du Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi GOITA la cérémonie d'ouverture de la 12e Conférence des ministres de l'Observatoire des Fonctions Publiques Africaines, OFPA. Après Cotonou en 2018, c'est Bamako qui abrite la 12e Conférence qui devrait donner un nouveau souffle à cette organisation qui fait face à plusieurs difficultés. Pour le Premier ministre, chef du Gouvernement, cette 12e Conférence est une occasion pour les experts et les administrateurs de partager leurs expériences, les bonnes pratiques et leurs réflexions sur les défis et perspectives des fonctions publiques africaines. Le Général de Division Abdoulaye MAIGA a salué l'Observatoire pour sa contribution significative au développement dans les pays africains. Il a évoqué les efforts louables déployés par notre pays dans le cadre de la modernisation de l'administration à travers la digitalisation des moyens de paiement. Comme actions phares comme l'instauration d'un système électronique de paiement des droits, taxes et amendes ; la mise en place d'un système intégré de gestion des ressources humaines des fonctions publiques et l'élaboration d'outils de planification en matière de recrutement de ressources humaines. Notons que l'Observatoire des Fonctions Publiques Africaines regroupe 26 pays.

CCRP-PRIMATURE





Valorisation du personnel et performance institutionnelle à la CMS : Un leadership à l'écoute des agents.



Ayant fait des conditions de travail de son personnel, la priorité de ses priorités, le Directeur général de la Caisse Malienne de Sécurité Sociale, Ichaka KONÉ, a effectué ce jeudi 22 août 2025, une visite ciblée du bâtiment de la direction générale ainsi que des bureaux administratifs. « L'auscultation des bureaux » par le Directeur Général reflète une stratégie managériale incarnée. Il privilégie la proximité, l'écoute et l'encouragement. Ce leadership attentif favorise la motivation du personnel, la qualité du service et, finalement, la performance institutionnelle de la CMSS. C'est pourquoi l'objectif de cette visite était multiple. Il s'agissait pour lui de : S'imprégner de l'état des infrastructures en pleine saison d'hivernage, afin d'évaluer leur état de conservation et leur fonctionnalité pour le personnel ; Examiner les équipements mis à disposition du personnel, dans l'optique d'identifier les besoins en rénovation et modernisation ; Observer les conditions de travail des agents, indispensables à l'amélioration du cadre de travail ; Réaffirmer son engagement à renforcer le bien-être des agents, à travers la création d'un environnement professionnel adéquat, gage de performance organisationnelle ; Féliciter les équipes pour leur engagement dans la mise en œuvre du contrat de performance, les encourageant à redoubler d'efforts afin de porter la CMSS « encore plus loin et plus fort».

Ainsi, cette démarche illustre bien la posture managériale que le Directeur Général a adopte : proche, attentif, engagé, valorisant le bien être et les conditions de travail. Cela s'inscrit dans une dynamique plus large de modernisation, de valorisation du personnel et de performance institutionnelle que le DG favorise activement.

Aminata SOW, CCOM-RP/CMSS.

Koulouba : La Médiatrice de la République remet ses rapports annuels au Président de la Transition



Le 22 août 2025, le Général d'Armée Assimi Goïta, Président de la Transition, a reçu les rapports annuels 2023 et 2024 du Médiateur de la République, Mme Sanogo Aminata Mallé, lors d'une cérémonie solennelle qui s'est tenue au palais de Koulouba. Cette rencontre a permis de mettre en lumière le rôle crucial de l'institution de la Médiature dans la résolution des différends entre l'État et ses citoyens.

Au cours de sa présentation, Mme Mallé a dressé un bilan d'activités en forte progression, indiquant une augmentation significative du nombre de recours, passant de 6 000 en 2023 à près de 12 000 en 2024. Les doléances les plus fréquentes portaient sur la gestion foncière, les délais judiciaires et les lenteurs administratives. La Médiatrice a formulé plusieurs recommandations, notamment en faveur de l'accélération de la digitalisation de l'administration et d'une meilleure gestion des affaires foncières.

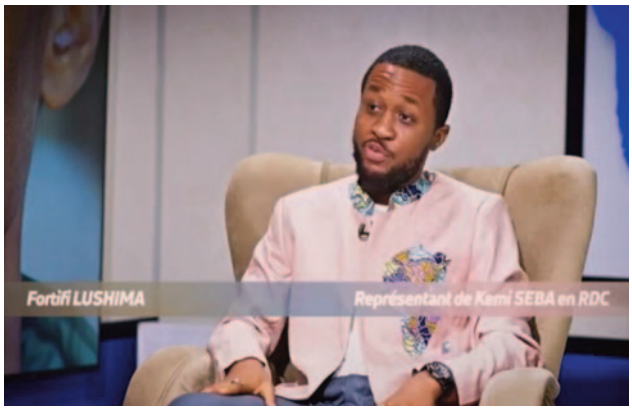
Le Président Goïta a salué l'engagement et le dévouement de la Médiatrice, la qualifiant de "recours essentiel" pour les citoyens et de "conseillère précieuse" pour l'administration. Il a encouragé l'institution de la Médiature à saisir ces défis comme des opportunités de réforme, en particulier dans les domaines de la gouvernance publique et de la gestion foncière. Le Président a également souligné l'importance de la participation citoyenne, ainsi que l'implication des femmes et de la diaspora malienne pour renforcer la cohésion nationale.

Cette réception des rapports annuels du Médiateur de la République met en lumière l'importance cruciale du rôle de cette institution dans la consolidation de l'État de droit et le renforcement des liens entre l'administration et les citoyens. La Médiature apparaît ainsi comme un pilier essentiel de la démocratie et de la justice sociale au Mali, contribuant activement à la résolution des conflits et à l'amélioration de la qualité des services publics.

Fatou Sissoko

www.malikile.com

AES, Congo et cacao ivoirien : L'appel panafricaniste pour une souveraineté réelle



Dans un nouvel épisode de l'émission Avenir Souverain, le débat sur l'autodétermination africaine prend une résonance particulière. Deux voix, celle de Fortifi Lushima, coordinateur du mouvement Urgences panafricanistes, et celle de l'analyste économique ivoirien Degny Kouassi Michel, interpellent les dirigeants et les peuples du continent sur les défis à relever pour atteindre une véritable souveraineté.

Pour Fortifi Lushima, la crise persistante à l'est de la République Démocratique du Congo ne saurait être réduite à une simple querelle politique ou territoriale. Selon lui, les causes profondes résident dans la mainmise étrangère sur les ressources naturelles et les terres du pays. « Si la cause profonde, c'est de céder nos ressources ou nos terres, qu'on le dise clairement », lance-t-il, dénonçant le double discours qui empêche toute transparence.

Il appelle les dirigeants de l'Alliance des États du Sahel (AES), qui revendiquent l'autodétermination et la souveraineté, à ne pas oublier le cas congolais. Pour lui, le destin du continent reste lié : « Tant que la gâchette de l'Afrique sera contrôlée par l'Occident, le continent noir restera colonisé. »

Plutôt que de miser sur des dialogues politiques souvent stériles, Fortifi Lushima propose deux leviers pour assurer la stabilité : bâtir une armée réellement forte et mettre en place un Conseil d'intelligence stratégique panafricain, capable d'anticiper les menaces et de défendre les intérêts communs.

L'émission s'est également penchée sur un autre dossier emblématique des déséquilibres structurels en Afrique : celui du cacao en Côte d'Ivoire. Premier producteur mondial, le pays peine pourtant à offrir à ses cultivateurs une vie décente.

Degny Kouassi Michel souligne le paradoxe : « Les planteurs ivoiriens, pourtant au cœur de cette richesse, continuent de vivre dans la pauvreté. » Pour lui, la solution passe par un transfert de pouvoir économique vers les acteurs de terrain. « Il faut confier la filière aux paysans et aux coopératives, et créer une banque dédiée, sinon les producteurs resteront marginalisés. »

Qu'il s'agisse du drame sécuritaire congolais ou de la dépendance économique ivoirienne, les deux intervenants pointent une même réalité : l'Afrique ne pourra se libérer de ses paradoxes sans une stratégie de souveraineté intégrale. Armée forte, intelligence stratégique, autonomie dans la gestion des ressources, institutions économiques adaptées : autant de conditions jugées nécessaires pour transformer l'indépendance formelle en véritable liberté.

À travers ces voix, Avenir Souverain relance un débat fondamental : celui de savoir si les États africains sont prêts à assumer le coût d'une souveraineté réelle, face à des intérêts extérieurs toujours présents et puissants.

Yacouba Ongoiba

Enlèvement choquant à Tinaouker : Plusieurs personnalités locales prises en otage par le FLA



A Tinaouker, une vague d'angoisse et de préoccupation s'est répandue aujourd'hui suite à un enlèvement troublant qui a secoué la localité. D'après un enregistrement audio diffusé sur WhatsApp par M. Ziedan Ag Sadalamine, porte-parole de la communauté Chamanasse, il a été rapporté que plusieurs personnalités locales de renom ont été enlevées par des membres présumés du FLA (Front de Libération d'Almérie) :

- Le maire de Tinaouker
- L'Amanokal de la communauté Chamanasse, Abdi Ag

Les détails précis entourant cet enlèvement demeurent encore flous à ce stade, laissant la population locale dans l'incertitude et l'inquiétude. La mobilisation des autorités nationales est vivement sollicitée afin d'intervenir de manière urgente et efficace dans cette situation alarmante. Cet incident soulève de nombreuses interrogations quant aux motivations et aux objectifs des ravisseurs, ainsi que sur la sécurité des personnalités influentes de la région. Les habitants de Tinaouker et des environs appellent à la solidarité et à la coopération de tous pour garantir la libération saine et sauve des otages et le rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région.

La communauté Chamanasse, profondément affectée par cet enlèvement, exprime sa vive inquiétude et son désir ardent de voir les autorités compétentes agir promptement pour résoudre cette situation de crise. Nous suivrons de près l'évolution de cette affaire et continuerons à informer nos lecteurs dès que de nouvelles informations seront disponibles.

Fatou Sissoko

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa nouvelle politique de dématérialisation des paiements, l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les bénéficiaires de pension et/ou de rente ivoiriennes que les paiements par virement bancaire et mobile money commenceront à partir du 1er août 2025.
Pour ce faire :

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente supérieure ou égale à cinquante mille francs CFA (50.000), doivent déposer un relevé d'identité bancaire (RIB) à la direction des relations extérieures.**

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente inférieures à cinquante mille francs CFA (50.000), à défaut du RIB, peuvent déposer une fiche d'identification enregistrée au nom du pensionné et authentifiée par l'opérateur de téléphonie à la Direction des Relations Extérieures.**

La Direction Générale de l'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous les pensionnés.

Bamako, le 24 juillet 2025
La Direction Générale

ASSEP : Un nouveau bureau pour redonner souffle à la presse privée malienne

Depuis le samedi 16 août 2025, l'Association des éditeurs de la presse privée (ASSEP) s'est dotée d'un nouveau bureau exécutif, à l'issue de son assemblée générale élective. À sa tête, Boubacar Yalcoué, directeur de publication du journal Le Pays, est désormais chargé de conduire la faîtière des organes de presse privée pour les trois prochaines années. Avec une équipe large, expérimentée et représentative, ce nouveau bureau nourrit de grandes ambitions pour redorer le blason de la presse malienne.

Figure connue du paysage médiatique, Boubacar Yalcoué est un journaliste aguerri ayant évolué dans plusieurs rédactions prestigieuses — Le Matin, Le Canard Déchaîné, L'Albatros, La Nouvelle Patrie — avant de fonder son propre journal. Son parcours témoigne d'un engagement de longue date pour la liberté et le professionnalisme de la presse. Ancien membre de l'ASSEP, il franchit aujourd'hui une nouvelle étape en accédant à la présidence de l'organisation.

À ses côtés, l'ASSEP a désigné un président d'honneur de grande expérience : Ibrahim Yattara, directeur de publication de L'Informateur, ancien trésorier de l'association. Il apportera sa sagesse et sa connaissance du secteur à ce bureau renouvelé.

Le nouveau bureau se veut représentatif et engagé. Ainsi, Moustapha Diawara (Le Sursaut) et Moussa M. Bagayoko (L'Humanité) occupent respectivement les postes de premier et deuxième vice-présidents. La coordination administrative est confiée à Abdourahamane Doucouré (La Sirène), épaulé par Youssouf Diallo (La Lettre du Peuple).

La gestion financière revient à Albadia Dicko (Kaloum Info) comme trésorier général, assisté de Hawa K. Berthé (Tribune Libre). Du côté organisationnel, Sibiri Traoré (La Lumière) et Nouhoum Dicko (Alerte), avec l'appui de Fatoumata Doumbia (Info-Elles), assurent la structuration interne.

Le bureau intègre également des profils féminins et des jeunes éditeurs, signe d'une volonté de diversité et de renouvellement.

La stratégie de communication est confiée à Abdrahamane Sissoko (Le Wagadu), secondé





par Mamadou Nimaga (Tamani Info) et Dognoumé Diarra (Le Confident). Les questions d'éthique, de déontologie et de renforcement des capacités relèvent d'Amadou N'Djim (Le Point), assisté par Oumar Konaté (La Preuve) et Baly S. Sissoko (Mali Sadio).

Les relations extérieures sont pilotées par Hamadoun dit Harber Maïga (Azalaï Express) et son adjoint Toumani Coulibaly (Le Bâtisseur), tandis que la rubrique sport est confiée à Moussa Diarra (Dabaliban, Le Fanion) et Bourama Traoré (Le Véridique).

Le contrôle interne sera assuré par Cléophas Tiénou (Le Providentiel) et son adjoint Abdoulaye Niagaly (La Dépêche). Enfin, le poste de commissaire aux conflits est attribué à Abdoulaye Yérélé (Ségou Tignè), représentant des éditeurs régionaux.

Avec cette équipe composée d'hommes et de femmes de terrain, issus de diverses générations et régions, l'ASSEP affiche une volonté claire : relever les défis de la presse malienne et renforcer la crédibilité de la corporation.

« Ce bureau incarne l'espoir d'un changement profond, dans un contexte où la presse privée doit s'adapter aux mutations du secteur et défendre avec vigueur la liberté d'expression », souligne un observateur du monde médiatique.

En confiant ses rênes à Boubacar Yalcoué et à son équipe, l'ASSEP ouvre ainsi une nouvelle page de son histoire, pleine de promesses pour les professionnels des médias et pour l'ensemble du paysage médiatique national.

Yacouba Ongoiba



Fermeture annoncée de 12 écoles catholiques : Un risque majeur pour l'année scolaire 2025-2026



A la rentrée prochaine, pas moins de douze établissements de l'enseignement catholique, dont plusieurs écoles, lycées et centres techniques, ainsi que trois jardins d'enfants, fermeront leurs portes. Une décision qui, si elle venait à se confirmer, risque de bouleverser profondément le déroulement de l'année scolaire 2025-2026 et d'affecter des milliers d'élèves et d'enseignants.

Parmi les écoles concernées figurent des établissements emblématiques tels que l'École Jean Paul II de Faladié, l'École Saint Jean Bosco de Faladié, l'École Saint François Xavier de Ouélessébougou, le Lycée Notre Dame du Niger, le Cours Jeanne d'Arc, ou encore le Lycée du Séminaire Pie XII de Koulikoro. À ces fermetures s'ajoutent le Centre technique et professionnel de Kolokani, ainsi que trois jardins d'enfants, dont celui de Prosper Kamara et celui de Kolokani.

La disparition de ces structures éducatives entraînera non seulement la déscolarisation potentielle de nombreux enfants, mais aussi la perte d'emplois pour des dizaines d'enseignants et de personnels administratifs.

Face à cette situation jugée alarmante, des voix s'élèvent pour interpeller les pouvoirs publics. Plusieurs pistes sont proposées afin d'éviter une crise qui pourrait fragiliser davantage le système éducatif :

• Réduction des charges institutionnelles et suppression de certaines activités budgétivores du département de l'Éducation.

• Réorientation des élèves admis au DEF vers les établissements publics afin d'absorber le flux scolaire.
• Mobilisation de financements auprès des banques, des partenaires internationaux et d'organisations fiables.
• Réaffectation de ressources provenant de départements jugés moins prioritaires.

Au-delà de la gestion immédiate de la crise, certains estiment que cette situation doit être l'occasion de repenser en profondeur le modèle éducatif. Il s'agirait notamment de :

• Donner un statut particulier aux enseignants des écoles catholiques, afin de sécuriser leur carrière et leur motivation.
• Revoir le mode de financement des écoles coraniques, qui évoluent jusqu'ici de façon isolée et sans réelle intégration dans la stratégie éducative nationale.

Enfin, une autre piste consiste à mobiliser les anciens élèves de ces établissements, nombreux à occuper aujourd'hui des postes de responsabilité, pour qu'ils apportent leur contribution en nature ou en espèces. Ce geste, combiné à l'action de l'État et de ses partenaires, pourrait contribuer à sauver des institutions qui ont marqué des générations.



La fermeture de ces écoles catholiques, au-delà de son impact pédagogique, est perçue comme une menace pour la cohésion sociale. L'année scolaire 2025-2026 pourrait s'ouvrir sur un climat tendu si aucune solution durable n'est trouvée.

La balle est désormais dans le camp du gouvernement et de ses partenaires, appelés à agir vite pour préserver un pan essentiel du système éducatif malien.

Yacouba Ongoiba



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

Ministère de la sécurité : Le ministre Daoud Aly Mohammedine reçoit Samba Alhamdou Baby



Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le général de division Daoud Aly Mohammedine, a accordé une audience, le lundi 18 août 2025, à Samba Alhamdou Baby, récemment nommé ambassadeur du Mali auprès de la République arabe d'Égypte. La rencontre s'est tenue dans les locaux du ministère à l'ACI-2000, dans une atmosphère chaleureuse et empreinte de respect mutuel.

À cette occasion, le ministre a félicité le diplomate pour la confiance placée en lui par le président de la Transition, le général d'armée Assimi Goïta. Il a salué en Samba Alhamdou Baby « un grand commis de l'État à la probité exemplaire », soulignant ses qualités humaines et professionnelles.

La rencontre a également pris des allures de retrouvailles. En effet, les deux hommes, anciens collègues dans les hautes sphères de l'État, n'ont pas caché leur plaisir de se revoir, de se remémorer le passé et d'échanger sur l'avenir, notamment en matière de coopération bilatérale.

Les échanges ont porté sur les relations entre le Mali et l'Égypte, marquées par une longue histoire de fraternité et de solidarité. Depuis l'époque des présidents Modibo Kéita et Gamal

Abdel Nasser, tous deux figures du panafricanisme et du mouvement des Non-alignés, les deux nations entretiennent des liens étroits.

Aujourd'hui encore, Bamako et Le Caire restent unis sur la scène internationale et poursuivent des partenariats fructueux dans plusieurs domaines. Cette coopération connaîtra un nouveau tournant en octobre 2025, avec la tenue au Caire de la septième Commission mixte de coopération Mali-Égypte. Ce rendez-vous permettra d'évaluer les acquis et de finaliser de nombreux projets d'accords bilatéraux actuellement en préparation.

Le renforcement des capacités des forces de sécurité au centre des priorités

Pour le ministère de la Sécurité et de la Protection civile, cette dynamique est porteuse d'opportunités, notamment en matière de formation. Les Forces de défense et de sécurité maliennes bénéficient déjà de programmes de formation de courte et de longue durée offerts par l'Égypte, et de nouvelles perspectives de coopération sont à l'étude.

À ce titre, le ministre Daoud Aly Mohammedine a annoncé son intention de se rendre prochainement en Égypte, à l'invitation de son homologue. Cette visite, dont les modalités seront finalisées par les diplomates maliens et égyptiens, devrait permettre d'approfondir la coopération sécuritaire et d'explorer de nouvelles pistes de partenariat.



La rencontre entre le ministre et le nouvel ambassadeur traduit la volonté des deux pays de consolider une relation historique et stratégique, dans un contexte où les enjeux sécuritaires et diplomatiques nécessitent une coopération accrue.

Avec la nomination de Samba Alhamdou Baby et la perspective de la Commission mixte en octobre, Mali et Égypte s'apprêtent à franchir une nouvelle étape dans leur partenariat au bénéfice de leurs peuples respectifs.

La redaction



Marché financier de l'UMOA : Le Mali peine à mobiliser des fonds



Le mercredi 20 août 2025, le Mali a sollicité le marché financier régional de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA) pour un montant de 20 milliards de FCFA. À travers cette émission combinant Bons et Obligations assimilables du Trésor, l'État cherchait à renforcer sa trésorerie pour faire face à des charges publiques de plus en plus lourdes.

Malgré une demande globale de 23,09 milliards de FCFA, soit un taux de couverture de 115,47 %, les autorités maliennes n'ont finalement retenu que 18,79 milliards de FCFA, affichant un taux d'absorption de 81,39 %. Ce choix prudent met en lumière la difficulté persistante du gouvernement, et particulièrement du ministre de l'Économie et des Finances, Alousséni Sanou, à mobiliser des financements suffisants pour répondre aux besoins pressants de l'État.

La répartition des fonds collectés montre que la préférence des investisseurs reste orientée vers les placements de court terme :

- BAT 364 jours : 13,12 milliards de FCFA, avec un rendement moyen de 8,5 %.
- OAT 3 ans : 5,59 milliards de FCFA, avec un rendement moyen pondéré de 9,21 %.
- OAT 5 ans : seulement 0,07 milliard de FCFA mobilisé, avec un rendement moyen de 7,6 %.

Cette faible attractivité des titres à long terme traduit une certaine frilosité des investisseurs, qui hésitent à engager des capitaux sur des horizons plus longs en raison de la conjoncture économique et sécuritaire du pays.





Alors que le budget de l'État fait face à une hausse constante des dépenses — notamment pour la défense, la sécurité et les subventions sociales — le ministre Alousséni Sanou se heurte à une équation complexe : trouver les ressources nécessaires sans alourdir excessivement la dette. La décision de ne pas absorber la totalité des fonds disponibles, malgré un taux de couverture supérieur à 115 %, traduit cette volonté d'éviter une dépendance trop forte à l'endettement, mais révèle aussi les limites actuelles de la mobilisation de financements soutenables.

Cinq pays de l'UMOA ont participé à l'opération, avec en tête le Sénégal (9,05 milliards de FCFA), suivi du Burkina Faso (3,73 milliards), de la Côte d'Ivoire (2,96 milliards) et du Bénin (2,53 milliards). Si ces chiffres confirment la confiance régionale en la signature malienne, ils traduisent aussi une prudence croissante des investisseurs face au contexte malien, marqué par une fragilité économique et des besoins de financement toujours plus pressants.



L'émission du 20 août illustre les efforts du ministre Sanou pour maintenir la crédibilité du Mali sur le marché régional. Toutefois, elle met également en évidence la difficulté croissante à lever des fonds suffisants pour couvrir les charges de l'État. La faible mobilisation sur les titres longs et la nécessité de se limiter à 18,79 milliards, alors que les besoins budgétaires dépassent largement ce montant, constituent un signal d'alerte.

À quelques semaines de la rentrée budgétaire, cette situation pourrait peser lourdement sur la capacité du gouvernement à financer ses priorités. Entre discipline budgétaire et pressions sociales, Alousséni Sanou marche sur une ligne étroite : celle d'un ministre qui doit concilier rigueur et impératif de financement dans un contexte économique tendu.

Moctar Sow

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Le troisième pont de Bamako : Le théâtre des actes désespérés



Depuis plusieurs années, le troisième pont de Bamako est devenu le lieu où se déroulent des actes désespérés qui soulèvent de nombreuses interrogations au sein de la société malienne. Des hommes et des femmes se jettent dans le fleuve, laissant derrière eux des questions poignantes sur les raisons de ces gestes tragiques et le rôle de la société dans ce phénomène silencieux.

En effet, ces événements ne sont pas isolés. En octobre 2020, deux hommes ont mis fin à leurs jours à quelques jours d'intervalle, et en 2019, une femme s'était également jetée du pont. Plus récemment, en 2025, une autre femme a tragiquement mis fin à ses jours au même endroit. Ces incidents suscitent de vives inquiétudes quant à la montée du mal-être psychologique au sein de la population malienne.

Pour le Dr. Daouda Guindo, psychologue et spécialiste en genre et développement au cabinet de l'Organisation malienne de psychologie, le phénomène du suicide n'est pas nouveau dans la société malienne. Il souligne que l'ampleur des réseaux sociaux semble amplifier la visibilité de ces tragédies et parfois même leur effet domino.

Le Dr. Guindo explique que chaque cas de suicide est unique, avec ses propres causes profondes et réalités. Il met en avant l'importance d'une communication ouverte pour prévenir de tels actes. Selon lui, les causes du suicide sont souvent multiples, telles que l'humiliation, la déception, ou la trahison.

Le psychologue insiste sur le rôle crucial de la société dans la prévention du suicide en prônant une écoute active et bienveillante. Il souligne la nécessité d'être attentif sans jugement, de normaliser les émotions exprimées par les proches, les enfants et les femmes, et de démystifier les cas de suicide pour briser le tabou.

Le Dr. Guindo appelle à briser le silence et à créer des espaces de parole au sein de la société pour lutter contre le phénomène du suicide. Il insiste sur l'importance d'une approche humaine et inclusive pour soutenir ceux qui souffrent en silence et prévenir de nouveaux drames tragiques sur le troisième pont de Bamako.

Fatou Sissoko

Algérie : Un appel au peuple relance la contestation, l'ombre d'une déstabilisation au Sahel plane



Un appel solennel, signé par une centaine de personnalités algériennes, a été rendu public ce mercredi 20 août 2025, à l'occasion du 69e anniversaire du Congrès de la Soummam. Dans un contexte de répression politique accrue, ce texte réclame davantage de libertés, d'égalité et de justice. Face à une gouvernance jugée autoritaire du président Abdelmadjid Tebboune, réélu en 2024 avec 84 % des voix, la contestation s'amplifie et soulève des inquiétudes non seulement en Algérie, mais également dans l'ensemble du Sahel, une région déjà fragilisée par l'instabilité.

Les signataires – figures politiques de l'opposition, intellectuels, chefs d'entreprise et anciens cadres militaires – dénoncent un espace public verrouillé et une démocratie confisquée. Parmi eux figurent Atmane Mazouz, président du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD), et Malek Sadali, représentant d'anciens cadres du Front des Forces Socialistes (FFS).

« Les aspirations populaires exprimées par le mouvement de février 2019 n'ont toujours pas trouvé de réponses », souligne le communiqué, qui appelle à bâtir un État « civil, républicain, ni militaire ni théocratique », reposant sur la justice sociale et l'égalité entre citoyens.

Les revendications incluent la libération des détenus politiques – dont l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal –, l'abrogation des lois liberticides et l'instauration d'une justice indépendante. Les signataires exhortent également les Algériens et la diaspora à s'unir pour engager une « mutation démocratique crédible », inspirée par la convergence patriotique du Congrès de 1956.



Malgré la répression, les voix dissidentes se multiplient. « Nous avons voulu ouvrir une brèche dans le mur de silence imposé par le pouvoir », confie Atmane Mazouz, qui rappelle que plusieurs militants de son parti ont été arrêtés récemment. Abdelmadjid Tebboune, issu du sérail de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika, gouverne d'une main de fer, mais la multiplication des appels contestataires met à l'épreuve la solidité de son régime.

L'Algérie, pays charnière du Maghreb et du Sahel, joue un rôle stratégique dans la stabilité régionale, en raison de ses frontières avec le Mali, le Niger et la Libye. Tout affaiblissement du pouvoir central pourrait ouvrir une brèche dans la lutte contre les groupes armés et aggraver les crises sécuritaires déjà profondes dans ces pays voisins.

La contestation interne, si elle devait se durcir, pourrait détourner l'Algérie de son rôle sécuritaire au Sahel. Alger, longtemps médiateur dans les crises maliennes, pourrait voir sa capacité d'action réduite. Or, la région est confrontée à une montée des violences djihadistes, aux tensions politiques post-putschs et aux rivalités géopolitiques accrues.

Un affaiblissement du régime algérien risquerait non seulement de fragiliser ses institutions, mais aussi d'offrir un terrain plus propice aux réseaux criminels transfrontaliers et aux groupes terroristes. L'équation est claire : une Algérie déstabilisée serait un coup dur pour toute la bande sahélo-saharienne, déjà à la recherche d'un équilibre précaire.

À court terme, la situation pourrait rester contenue, le pouvoir de Tebboune disposant encore d'un appareil sécuritaire solide. Mais à moyen terme, la persistance des frustrations sociales et politiques, combinée à la répression, pourrait rallumer les braises d'une mobilisation comparable à celle du Hirak de 2019.

L'Algérie est donc à un tournant : répondre aux aspirations citoyennes ou s'enfermer dans un autoritarisme plus rigide. Et derrière cette alternative nationale se dessine une question régionale cruciale : l'avenir du Sahel, déjà pris dans une spirale de crises.

Arouna Sidibé



Tension en Guinée à l'approche du référendum constitutionnel du 21 septembre : Trois grands partis suspendus



En Guinée, la tension monte à l'approche du référendum constitutionnel prévu pour le 21 septembre. Les autorités de transition ont récemment pris une décision controversée en suspendant pour une durée de trois mois trois des principaux partis d'opposition du pays. Parmi ces formations politiques figurent le RPG de l'ancien président Alpha Condé, l'UFDG dirigé par l'ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo, et le PRP de Rafiou Sow.

Cette suspension fait suite à ce que le ministère de l'Administration du territoire qualifie de non-respect des règles établies par la Charte des partis politiques. Selon un communiqué officiel, ces partis n'auraient pas respecté les exigences administratives en vigueur. Les autorités justifient ainsi cette décision par des manquements administratifs de la part des partis concernés.

Cependant, du côté de l'opposition, cette suspension est largement perçue comme une manœuvre politique visant à affaiblir les mouvements contestataires. En effet, cette décision intervient à un moment crucial, alors que l'opposition avait prévu de manifester dès le 5 septembre contre la tenue du référendum.

Pendant cette période de 90 jours, les partis suspendus se voient interdire toute forme d'activité politique, incluant l'organisation de rassemblements, la tenue de réunions, ou encore la diffusion de propagande, que ce soit à l'échelle nationale ou locale. Cette mesure restrictive s'ajoute à un climat déjà tendu, alors que vingt-quatre autres partis politiques se trouvent également sous surveillance et pourraient être soumis à des sanctions similaires.

Cette situation soulève des inquiétudes quant à la liberté d'expression et de rassemblement en Guinée, ainsi que sur la transparence et l'équité du processus électoral à venir. Les observateurs nationaux et internationaux appellent au respect des principes démocratiques et à un dialogue inclusif entre toutes les parties prenantes pour garantir des élections libres et équitables.

Arouna Sidibé

AfroBasket 2025 : Le Mali s'incline devant le pays hôte



C'est par le score de 70-43 que l'équipe de l'Angola s'est imposée face aux Aigles du Mali en finale de l'Afrobasket 2025. Malgré cette lourde défaite, les basketteurs maliens n'onpas démérité.

Après un parcours impressionnant marqué par une victoire éclatante en demi-finale, le Mali s'est hissé jusqu'en finale, décrochant ainsi une médaille d'argent historique. Les Aigles basketteurs ont montré détermination, courage et esprit d'équipe tout au long de la compétition. Leur deuxième place sur le podium consacre les efforts fournis par les joueurs, le staff technique et l'ensemble de la fédération.

Cette performance confirme que le Mali reste désormais une nation montante du basketball africain, capable de rivaliser avec les grandes équipes du continent.

Malgré la déception de ne pas avoir remporté l'or, ce résultat reste un motif de fierté nationale et un signal fort pour l'avenir du basketball malien.

La rédaction

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous aurez des contacts passionnants qui vous autorisent de nouvelles perspectives. Des amitiés nouvelles très positives sont en vue. Des changements trop radicaux dans votre rythme de vie vous rendent fébrile, vous tirez trop sur la corde. Vous devez classer, trier et hiérarchiser vos priorités. Essayez de ne pas vous laisser distraire par des futilités et concentrez-vous sur l'essentiel. Si vous examinez la situation froidement et prenez du recul, vous émergerez certainement plus conscient et plus sage.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Dynamique, optimiste, vous serez comme un poisson dans l'eau. C'est le moment de plaider votre cause ! Les efforts musculaires trop poussés ou mal adaptés à votre constitution vous causent des courbatures, ne renoncez pas pour autant. C'est une bonne journée. Des projets commencent à prendre forme. Vous êtes plus calme et persévérant pour poursuivre dans un sens constructif. Vous êtes également plus communicatif et plus ouvert pour écouter et suivre les bons conseils. Alors, poursuivez dans cette direction !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Le ciel est agité et vous vous sentez moyennement en sécurité dans vos amours, vos finances ou vos relations, tout va un peu trop vite ou trop loin ou trop haut... Ne vous montrez pas si timoré et osez relever les défis qu'on vous propose ! Mettez votre belle énergie au service de votre carrière, il y a des places à prendre pour ceux qui font preuve de conscience professionnelle, de discipline mais aussi de modestie. Maîtrisez donc votre tendance aux excès pour n'indisposer personne et vous faire positivement remarquer.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Il y a de la nouveauté autour de vous. Des nouvelles constructives correspondent à vos projets. Vous avez besoin de tonifier votre système musculaire, de vous dépenser sur ce point pour harmoniser vos énergies.
Aujourd'hui, vous pourrez compter sur votre sens de l'organisation pour gérer pleinement et efficacement vos priorités du moment. En agissant de la sorte, vous gagnerez du temps et vous pourrez même vous octroyer une pause pour couper avec la routine.

Lion (22 juillet - 23 août)

Vous recherchez davantage la sécurité au travers de vos relations et de vos dialogues. C'est le moment d'envisager une conversation constructive avec l'un de vos proches et d'y consacrer du temps tout particulièrement.
Si vous avez un travail axé sur le relationnel, vous êtes submergé de contacts et de demandes. Sortez de votre coquille ! Il y a des festivités en vue et des échanges agréables sur le plan amical.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est le moment de programmer une soirée en tête-à-tête, un moment avec vos vrais amis, vous consacrer davantage en termes de temps à votre entourage proche. Votre perception s'étend, vous serez plus réceptif.
Aujourd'hui, de nouveaux projets sont à l'ordre du jour, votre créativité et votre bonne humeur seront vos meilleurs atouts pour vous y adapter. Grâce à votre état d'esprit, vous n'aurez aucun mal à obtenir ce qui vous tient à cœur.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vos déclarations ne passeront pas inaperçues, vous serez dynamique et efficace dans la poursuite de vos buts. Les abus de table vous alourdissent, mesurez-vous, il faut éliminer et transpirer, vous vous sentirez plus dynamique.
C'est une journée à mettre de l'ordre. Dans vos tiroirs et armoires, dans vos amours et amitiés, dans vos comptes et bilans, dans vos projets et idéaux. C'est un jour de listes, de mises au point et d'analyses...

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Cette journée s'annonce tranquille... C'est le moment de penser davantage à vous et à vos proches ! N'oubliez pas de vous échauffer progressivement avant de faire de l'exercice, attention aussi aux mouvements brusques, tempérez-vous. Les influx du moment sont propices à ce que vous vous épanouissiez pleinement dans votre sphère relationnelle. La bonne humeur et une excellente ambiance sont au rendez-vous. Le moment est donc venu de lâcher totalement prise et de savourer de délicieux moments en compagnie de vos proches.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Ne soyez pas trop rigide sous prétexte de garder vos positions. Vous aurez tendance à en faire trop. Votre gourmandise et les excès sensuels risquent de se répercuter sur votre état général. Ne tirez pas sur la corde. Il devient nécessaire de défendre vos limites, ne vous laissez pas imposer une responsabilité qui ne vous revient pas, vos supérieurs hiérarchiques se montrent rigides mais votre courtoisie vous évitera le pire. Il sera bon de ne pas rentrer dans des polémiques inutiles et de garder votre calme avant de réagir en famille.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

De bonnes nouvelles sont en vue, l'atmosphère de cette journée renforce votre confiance. Profitez du calme relatif de ce jour pour considérer vraiment certains manques, qui proviennent de votre alimentation.
Les influx actuels vous poussent à sortir de votre train-train quotidien et à pimenter votre vie relationnelle. C'est avec bonne humeur et joie de vivre que vous prenez les devants pour vous rapprocher et passer du bon temps auprès de votre famille, vos amis et votre partenaire.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous vous sentez prêt à redresser la situation, tirer les conclusions justes, repartir d'un nouveau pied. Des troubles du sommeil viennent perturber votre forme, vous reposer davantage serait tout indiqué, il faut prendre soin de vous. Vous avez l'occasion de détailler votre point de vue, de faire valoir vos talents, exprimez-vous en prenant le temps. Vous êtes à même de mieux comprendre des problèmes très différents de votre environnement.

Poisson (19 février - 21 mars)

Le réalisme de votre entourage vous aidera à comprendre que vous pouvez aller bien plus loin encore. Cette journée est très constructive, si vous êtes seul, une rencontre importante fera la différence.
Vous pouvez compter sur votre précision pour vous lancer dans des travaux minutieux, vous êtes inspiré. Vous savez aussi consolider votre vie amicale. C'est le moment d'organiser les projets auxquels vous pensiez.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com